

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER

Quartier le Beausset
CD 9
13700 Marignane

Références : 2025-10-
Code AIOT : 0006600569

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement PURFER implanté Gare S.N.C.F. de Ledenon 30210 Ledenon. L'inspection a été annoncée le 17/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre de l'action nationale 2025 relative à la mise en place de la nouvelle REP pour les constructeurs de véhicules et aux nouvelles règles de gestion (collecte, traitement) de ces véhicules au sein des centres VHU qui en découlent, et de l'évolution de la réglementation qui leur est applicable suite à la modification de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, notamment la prévention du risque incendie.

Elle est effectuée également dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une

périodicité de visite pour ce site de 3 ans. La précédente inspection a été effectuée le 07/12/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- Gare S.N.C.F. de Ledenon 30210 Ledenon
- Code AIOT : 0006600569
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PURFER qui est une filiale du groupe DERICHEBOURG Environnement, est spécialisée dans le recyclage et la valorisation de déchets métalliques. Le site est également agréé pour le traitement et le broyage des véhicules hors d'usage.

Les activités principales exercées sur le site sont les suivantes :

- l'entreposage, la dépollution, le démontage de véhicules hors d'usage (VHU),
- le broyage des carcasses de VHU dépolluées et démantelées,
- le transit et le regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- le transit, le regroupement, le tri et le traitement par broyage de déchets métalliques ferreux et non ferreux,
- le transit et le regroupement de batteries,
- le transit et le regroupement de pneumatiques.

Le fonctionnement du site est réglementé par l'arrêté préfectoral n°12.091N du 20 juillet 2012 autorisant la poursuite de l'exploitation du centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux et de déchets de métaux, ainsi que du centre VHU et de l'installation de broyage de VHU par la société PURFER sur la commune de Ledenon.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral ont été complétées par:

- l'arrêté préfectoral n°14.099N du 16 juillet 2014 qui prend acte de la non soumission aux garanties financières,
- l'arrêté préfectoral n°20-139-DREAL du 4 août 2020 actualisant les rubriques de classement (intégration de la rubrique IED 3532 – valorisation de déchets non dangereux) et certaines prescriptions relatives aux rejets aqueux et aux rejets atmosphériques suite à la révision du BREF Traitement des déchets,
- l'arrêté préfectoral n°2023-69-DREAL du 20 novembre 2023, complétant les dispositions relatives aux déchets de l'arrêté du 20 juillet 2012 et actualisant le tableau de classement de l'arrêté du 4 août 2020 susvisé.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Localisation	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des emplacements dédiés aux véhicules hors d'usage	20/11/2023, article 7	l'exploitant, Demande d'action corrective	
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 9.12.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Alerte des services de secours	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 9.11.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
14	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 5.6.	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet
4	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
5	Maitrise des sinistres.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
6	Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	Sans objet
7	Stockage des pneumatiques usagés	Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Entretien des moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 9.11.1.	Sans objet
12	Etude technique	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 9.10.2	Sans objet
13	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 5.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a conduit à constater que l'ensemble des nouvelles dispositions réglementaires introduites par le code de l'environnement dans le cadre de la mise en place de la nouvelle REP VHU, et par l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention des risques d'incendie applicables au 01/07/2025 sont respectées.

Toutefois, il a été constaté des défauts de structure et de pente de la plateforme bétonnée liés à l'usure compromettent son étanchéité et la collecte des eaux pluviales, ainsi que l'absence d'extincteur à proximité du poste de découpage au chalumeau.

Des actions correctrices pour remédier à ces non-conformités sont attendues de la part de l'exploitant dans un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : Il a été constaté l'existence d'un contrat signé entre la société DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT, pour 45 centres VHU qu'elle exploite en France dont celui de PURFER à Lédénon, et l'éco-organisme "Recycler mon véhicule", en date du 31 janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : Il n'a pas été constaté de mention d'une facturation au détenteur du VHU à la réception de son véhicule pour destruction par le centre VHU lors de la procédure de cession du véhicule au centre VHU sur les certificats de cession de véhicules consultés. L'exploitant a déclaré qu'il reprend les véhicules qui lui sont remis pour destruction soit gratuitement, soit en les achetant, selon le cours du métal, au poids.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
Constats : Des BSD émis en date des 07/02/2025 et 08/10/2025 par la société Ilyas SANHAJI, collecteur et transporteur de VHU sous la dénomination commerciale "Epaviste du Gard", pour la remise de VHU non dépollués à la société PURFER de Lédenon en tant qu'installation de destination ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats : <p>L'exploitant a présenté le plan de défense contre l'incendie du site, élaboré en date du 29/11/2024 et complété suite aux remarques de l'Inspection lors de la visite.</p> <p>Ce document est mis à disposition dans un boîtier à l'entrée du site. Il comprend:</p> <ul style="list-style-type: none">- une présentation du site, comprenant:• les horaires d'ouverture au public,• une description de la consistance des installations,• un plan d'accueil des secours: plan du site avec une description des installations

présentant des risques et la nature de ces risques (incendie, explosion, risque électrique) et la localisation des petits îlots contenant les pneumatiques usagés, de la réserve d'eau d'incendie et des prises pompiers, des armoires électriques, du dispositif de mise en rétention des eaux d'extinction et des 2 portails d'accès au site;

- un plan de sécurité localisant les moyens de défense contre l'incendie (extincteurs, RIA); néanmoins, ce plan datant de 2019 n'est pas à jour par rapport au plan de masse des installations actuelles;

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie, en périodes ouvrées et non ouvrées (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs avec la nature des informations à transmettre aux pompiers, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir, la procédure d'évacuation en annexe) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées (procédure d'intervention interne en annexe) ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées par l'entrée principale avec la procédure d'accueil en annexe;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, au niveau de l'entrée principale et du portail d'accès secondaire au sud, avec les coordonnées téléphoniques du gardien ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation de la défense incendie, avec la localisation et l'alimentation des 12 RIA du site, et de la prise pompiers sur la réserve d'eau, délivrant un débit de 60 m3/h;

- le plan des réseaux de collecte des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie avec l'emplacement du séparateur d'hydrocarbures, des vannes de barrage et du poste de relevage au niveau du bassin de rétention des eaux pluviales, permettant leur isolement en cas de sinistre et la procédure de mise en rétention du site ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités d'accès aux fiches de données de sécurité et à l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, avec les attestations de formation de ces agents en annexe (formations d'équipier de 1ère intervention pour 6 agents à laquelle s'ajoute une formation à l'utilisation des RIA pour 3 d'entre eux).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à jour le plan de sécurité page 8 présentant les moyens de sécurité sur site et datant de 2019 par rapport au plan de masse des installations actuelles tel que présenté page 14 (plan des réseaux d'alimentation de défense incendie) et le transmettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maitrise des sinistres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

<p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice de défense contre l'incendie a été organisé sur le site en date du 03/07/2025, dont le compte-rendu a été présenté à l'Inspection.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'un exercice de défense contre l'incendie est organisé tous les ans sur ce site, et que tout le personnel présent sur le site est formé à la manipulation des moyens d'extinction.</p> <p>Pour justifier ce dernier point, il a présenté les attestations individuelles de suivi des formations d'équipier de 1ère intervention et à la manipulation des RIA, réalisées en date du 24/11/2023, par MM. BRICK Brahim et MARQUES David, et de la formation d'équipier de 1ère intervention, organisée en date du 31/10/2022, par Mme DEL CAMPO Merixtell et M. JALOUX Pilippe.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2710 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été constaté la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques</p>

susceptibles de contenir des batteries au lithium sur le site, mais seulement des cumulus, des réfrigérateurs et des congélateurs. L'exploitant a déclaré qu'il ne réceptionne pas de DEEE susceptibles de contenir des batteries au lithium, mais seulement des cumulus et du gros électroménager.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des pneumatiques usagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie

Prescription contrôlée :

L'entreposage des pneumatiques usagés est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie.

La quantité entreposée est limitée à 180 m³ au niveau de deux aires dédiées à cet effet situées au Nord-Ouest du site :

- une benne de 30 m³ pour les pneumatiques usagés non réutilisables issus des poids lourds,
 - un casier de 150 m³ pour les pneumatiques usagés non réutilisables issus des véhicules légers.
- Le dépôt est à plus de 10 m de tout autre bâtiment ou stockage de produits inflammables ou dangereux.

Constats :

Il a été constaté la présence sur le site:

- d'une benne de stockage de pneumatiques usagés de poids lourds de 30 m³ pleine entreposée à proximité de la zone de chalutage à l'ouest du site et non à l'emplacement dédié à côté de l'auvent de déjantage; l'exploitant déclare que cette benne n'est entreposée à cet endroit que temporairement dans l'attente de son évacuation, et seulement en période estivale pendant laquelle aucun chalutage n'est réalisé ;
- de deux zones de stockage des pneumatiques usagés de VL, l'une contenant environ 60 m³ de roues (pneumatiques jantés) dans le casier de 100 m³ prévu sur le plan pour accueillir les DND sous la rubrique 2716, l'autre, dans le casier de 150 m³ prévu à cet effet contenant environ 20 m³ de pneus déjantés, implantés à côté de l'auvent de déjantage;
- d'un stockage en vrac de roues de VL d'environ 5 m³ entreposé à côté de pare-chocs plastiques issus du démontage de VHU, à l'emplacement prévu sur le plan pour la benne des pneus de PL.

Néanmoins, ces stockages contiennent un volume total de pneumatiques inférieur à 180 m³ et sont situés à plus de 10 m des bâtiments et des stockages de produits inflammables ou dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Localisation des emplacements dédiés aux véhicules hors d'usage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2023, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques de pollution

Prescription contrôlée :

Avant dépollution, les véhicules hors d'usage sont entreposés sur une aire bétonnée de 380 m² située au Nord-Est du site dont la capacité maximale de stockage est 30 unités. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. L'empilement des véhicules hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

[...] Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

La superficie totale de la zone de stockage et de dépollution des VHU est de 530 m².

Les VHU dépollués sont ensuite dirigés vers le broyeur et entreposés sur une zone d'une superficie de 400 m² et distante des autres aires d'au moins 4 mètres. Le sol de cette aire est imperméable et muni de rétention.

Les VHU peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Les résidus de broyage sont stockés avant élimination vers une filière habilitée, dans deux casiers bétonnés d'un volume total de 310 m².

Constats :

Il est fait les constats suivants:

- les fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries dans des conteneurs entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention, au niveau de la station VHU (huiles, carburants usagés, liquides de lave-glace, liquides de refroidissement), dans le bâtiment à l'Est du site (carburants usagés dans des cuves à double peau), et dans une zone de stockage le long de la clôture côté voie ferrée de 15 m² abritée sous un auvent et sur rétention (huiles);
- les batteries étaient entreposées dans des caisses palettes plastiques spécifiques étanches dans le bâtiment à l'Est.

Toutefois il a été fait les constats suivants:

- les trois VHU en attente de dépollution étaient entreposés devant la cabine de tri et juste à côté de la sauterelle en sortie, sur l'emplacement prévu pour l'entreposage de la ferraille broyée. Suite à

<p>la visite, l'exploitant a transmis des photos montrant qu'il a déplacé les 3 VHU non dépollués sur l'aire de 250 m² prévue à cet effet implantée au centre du site. Ce cliché fait apparaître cependant la présence d'eaux stagnantes sur cette aire malgré une météo de temps sec avec un fort mistral, qui témoigne que cette aire d'entreposage des VHU non dépollués n'est pas raccordée au réseau de collecte des eaux pluviales ni au dispositif de traitement avant rejet;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les deux zones de 130 et 250 m² prévues sur le plan pour l'entreposage des VHU non dépollués étaient utilisées pour le dépôt de DEEE de type GEMF (réfrigérateurs, congélateurs), conformément à la signalétique affichée; - les conteneurs des batteries n'étaient pas fermés ni munis de rétention. <p>Ces derniers constats constituent des faits non conformes à certaines dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20/11/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 9.12.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> -> extincteurs mobiles répartis sur tout le site (à proximité du matériel, des zones de stockage, dans les locaux de chaque engin) dont 4 extincteurs à poudre polyvalente de 50 kg sur roue et 4 extincteurs CO; -> 5 Robinets d'Incendie Armés (RIA) et deux asperseurs, -> présence d'un extincteur homologué 34 B minimum toujours à proximité du poste de découpage au chalumeau, -> présence de point d'eau avec tuyaux d'arrosage sur les zones de travail (zone de dépollution VHU, hangars de stockage des métaux et d'entretien des engins), -> présence d'une défense incendie au niveau de la zone de dépollution des VHU composée d'une réserve d'eau de 60 m³ alimentée par un forage dédié à cet usage d'un débit maximum de 60 m³/h, -> stocks de sable (absorbant minéral). <p>En outre, les consignes sont affichées en cas d'accident ou d'incendie ainsi que les coordonnées téléphoniques des centres de secours.</p> <p>Le personnel subit une formation à la lutte contre l'incendie.</p> <p>Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge de façon à les repérer facilement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence:</p>

- d'extincteurs répartis sur tout le site, notamment au niveau de la station de dépollution VHU, à côté de la cuve de GNR, près des dégagements du bâtiment où sont entreposées les batteries;
- de RIA répartis sur tout le site, le long des palissades côté voie ferrée au sud et côté route au nord, notamment près de la zone de dépollution VHU;
- d'une défense incendie composée d'une citerne d'eau de 60 m³ alimentée par un forage dédié à cet usage d'un débit maximum de 60 m³/h, avec deux prises de raccordement pompiers (l'un au niveau du forage et l'autre au niveau de la citerne); cette citerne d'eau de 60 m³ n'est pas implantée au niveau de la zone de dépollution des VHU située au nord-est du site, mais à côté de la cabine de tri devant le broyeur; néanmoins, cet emplacement est conforme au plan de masse modifié en janvier 2021;
- d'un stock de sable (absorbant minéral) à côté de la cuve de GNR;
- d'un affichage de consignes en cas d'accident ou d'incendie ainsi que les coordonnées téléphoniques des centres de secours dans le bâtiment de stockage.

Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge et sont facilement repérables.

Des attestations de formation du personnel (MM. WINTERSTAN, JALOUX et Mme DEL CAMPO) à la lutte contre l'incendie sur le site de Lédenon en date du 31/10/2022 ont été présentées.

Toutefois, il a été constaté l'absence d'extincteur homologué 34 B minimum à proximité du poste de découpage au chalumeau.

Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 9.12. de l'arrêté préfectoral du 20/07/2012.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place un extincteur homologué 34 B minimum à proximité du poste de découpage au chalumeau, sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Entretien des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 9.11.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie

Prescription contrôlée :

Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.

Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - Les 28 extincteurs présents sur le site, répartis dans les différents locaux, l'atelier TGBT, le centre de dépollution VHU, à proximité des cuves de carburant et d'huile usagée, des stockages de pneumatiques et de VHU, de la tour du broyeur, des grues, du chariot et des véhicules, ont été vérifiés en date du 25/08/2025, selon le compte-rendu de vérification présenté, établi par la société spécialisée BARRERA PROTECTION INCENDIE; - les 14 RIA présents sur le site (8 côté voie ferrée, 6 côté route), ainsi que le débit du forage, mesuré à 62,7 m³/h, ont été vérifiés en date du 30/09/2025, selon le compte-rendu de BARRERA présenté; - les attestations individuelles de suivi de la formation "Equipier de 1ère intervention" de Mme DEL CAMPO, de M. JALOUX Philippe et de M. WINTERSTAN Didier réalisée le 31/10/2022 ont été présentées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Alerte des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 9.11.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>Un téléphone filaire permettant l'alerte des secours publics est installé dans les bureaux du site. Une consigne précisera les modalités d'appel des secours et le contenu du message d'alerte.</p>
Constats : <p>Il est constaté la présence d'un téléphone filaire permettant l'alerte des secours publics dans les bureaux du site, et d'une consigne précisant les modalités d'appel des secours en cas d'incendie affichée et accessible au personnel dans le hangar de stockage. Toutefois, le contenu du message d'alerte n'est pas affiché sur cette consigne. Ce dernier constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 9.11.3. de l'arrêté préfectoral du 20/07/2012.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Compléter la consigne avec le contenu type du message d'alerte, sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Etude technique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 9.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des dispositifs de protection

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les constats précédents de l'Inspection, une analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par SOCOTEC le 29 août 2011. Il a été conclu que le bâtiment du broyeur devait être protégé contre les effets directs et indirects de la foudre par la mise en place d'un système de protection contre la foudre de niveau IV.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 9 décembre 2022, un devis pour la prestation de mise à jour de l'ARF et de réalisation de l'étude technique, planifiées le 24/03/2023. Le rapport d'étude technique foudre rédigé par SOCOTEC en date du 17/05/2023 suite à son intervention sur le site réalisée le 09/05/2023 a été présenté et comportait des préconisations de protections contre la foudre à mettre en place.</p> <p>Toutefois, au jour de la visite, soit 2 ans et 5 mois après les conclusions de l'étude technique, les dispositifs de protection et les mesures de prévention permettant de répondre aux exigences de l'étude technique n'ont pas été mis en place.</p> <p>Néanmoins, un devis établi en date du 24/09/2025 par la société ENTREPRISE ELECTRICITE SUD-EST pour la mise en place d'équipements de protection contre la foudre au niveau des bâtiments abritant les bureaux, l'atelier et le broyeur a été présenté, ainsi qu'un bon de commande pour la fourniture et la mise en place de ces dispositifs de protections contre la foudre par ce fournisseur daté du 25/09/2025, leur livraison étant prévue pour le 31/10/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport d'intervention pour la mise en place effective de ces dispositifs de protection contre la foudre sous 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 5.8
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de circulation des eaux
Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux du site a été mis à jour avec le réseau d'alimentation des RIA, le forage et le débourbeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012, article 5.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de ruissellement du site sont collectées dans un bassin de rétention et reprises par une pompe de relevage pour être dirigées vers une installation de traitement de type débourbeur-déshuileur avant rejet dans le milieu naturel via un fossé bétonné suivant les dispositions décrites ci-dessous. [...] Enfin, l'intérêt du projet de gestion des eaux pluviales est conditionné par l'imperméabilisation du sol du site. Une vigilance devra être apportée à la qualité du revêtement de sol, tout particulièrement dans la zone sensible, qui ne devra permettre aucune infiltration dans le sous-sol.
Constats : Il a été constaté que la dalle bétonnée recouvrant la plateforme du site était très dégradée avec des faïençages et des trous au niveau des 2 casiers de 50 m ² de stockage des DEEE et de l'aluminium à l'Est du site et devant les casiers des déchets métalliques et des roues au Nord-Ouest du site, permettant l'infiltration des eaux de ruissellement dans le sous-sol. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 5.6. de l'arrêté préfectoral du 20/07/2012.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procèdera au ragréage de la dalle pour restaurer son étanchéité aux endroits le nécessitant, sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois